

**CONVENTION NATIONALE D'OBJECTIFS
FIXANT UN PROGRAMME D' ACTIONS
DE PREVENTION SPECIFIQUE
AUX ACTIVITES DES METIERS DE LA MER**

ENTRE

LA CAISSE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE (CNAM)

26-50 avenue du Professeur André Lemierre - 75986 Paris cedex 20

d'une part,

ET

L'UNION DU MAREYAGE FRANÇAIS (UMF)

212 Avenue du Maine, 75014 Paris

LE SYNDICAT NATIONAL DES SALEURS-SAURISSEURS DE POISSONS (SNSSP)

22 terrasse, Bâtiment I, rue Huret Lagache, 62200 Boulogne sur Mer

d'autre part,

Il est convenu et accepté ce qui suit :

PREAMBULE

1. L'article L 422.5 du Code de la Sécurité Sociale organise un système d'avances adapté aux possibilités financières des petites et moyennes entreprises permettant de développer auprès d'elles une politique d'investissement dans la prévention.
2. La procédure mise en œuvre par la loi du 27 janvier 1987 en son article 18 est établie sur une base contractuelle liant l'entreprise et la CARSAT, CRAM, ou la CGSS compétente ci-après dénommée Caisse.

3. Elle permettra d'accorder, dans la limite des crédits disponibles à cet effet, à toute entreprise relevant du champ d'application de la présente convention et y souscrivant par un contrat personnalisé, dénommé ci-après contrat de prévention, des avances susceptibles d'être transformées en subventions.

Le contrat de prévention devra être signé avant la fin de la présente convention. La durée du contrat de prévention couvrira une période maximale de trois ans, il pourra être exceptionnellement prolongé en fin de contrat par avenant pour une durée maximale d'un an afin d'aider l'entreprise à réaliser les objectifs fixés.

4. L'investissement dans la prévention est ainsi fondé sur la volonté clairement exprimée par l'entreprise de s'engager avec la Caisse dans une politique de prévention qui lui soit propre, s'adaptant à ses problèmes et s'inscrivant dans le cadre de la présente convention d'objectifs dans la branche d'activité dont elle relève.

ARTICLE 1. - Champ d'application

Les dispositions de la présente convention nationale sont applicables, dans la limite des fonds disponibles, aux entreprises de moins de 200 salariés pour leur établissement exerçant des activités spécifiques au mareyage, ou au salage et au saurissage pour lequel elles envisagent de souscrire un contrat de prévention. Les établissements pour lesquels il est possible de signer un contrat sont ceux qui sont classés, en application de l'arrêté en vigueur à la date de signature de la présente convention fixant les tarifs des cotisations d'accidents du travail des activités professionnelles relevant du régime général de la Sécurité Sociale, dans le numéro de risque mentionné dans le tableau suivant :

N° de risque	Libellé
513 TC	Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire non spécialisé. <i>Uniquement dans les activités des métiers de la mer</i>

ARTICLE 2 - Objectifs

21. Considérant la politique de prévention définie par la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie et fixée dans la convention d'objectifs et de gestion de la Branche AT/MP 2014-2017. Considérant les orientations d'utilisation des incitations financières fixées par la Commission des accidents du travail et des maladies professionnelles du 22 Octobre 2009 et du 08 Décembre 2010.
22. Considérant que le Comité Technique National compétent pour l'ensemble des activités des Services, Commerces et Industries de l'Alimentation, lors de sa séance du 19/04/2018, a pris une délibération constatant que les activités visées à l'article 1 demeuraient parmi celles dont le risque est élevé et qu'il était opportun de déterminer un programme d'actions de prévention à leur intention. Ce programme a été élaboré sur la base des principes généraux de prévention, et intègre les Objectifs prioritaires du Plan National d'Actions défini par la CNAM.
23. Considérant les données statistiques du risque AT/MP des secteurs d'activité concernés, en annexe 1

24. La Caisse Nationale de l'Assurance Maladie, au vu de cette délibération, a retenu à l'intention des entreprises souscrivant à la présente convention, par un contrat de prévention, les objectifs propres ci-après :

241. Orientations générales

Cette convention a pour objectif la réduction des risques professionnels, en agissant le plus en amont possible, par l'intégration de la prévention dans les valeurs de l'entreprise, dans ses politiques, dans son organisation, et dans ses moyens et conditions de travail.

A ce titre la convention doit notamment permettre :

- La promotion d'une politique de prévention pérenne, propre à chacune des entreprises et établissements visés par la convention.
- L'amélioration du niveau de prévention du risque AT/MP de l'entreprise
- Le développement de la prise de conscience et de la prise en compte de la prévention dans les comportements de l'ensemble des acteurs.
- L'amélioration du niveau de prévention des risques objectifs de cette convention définis en 242 et 243.
- La promotion des actions innovantes ou exemplaires de prévention susceptibles d'être mises en œuvre par les entreprises.

242. Objectifs de prévention (champ général des aides)

Les recommandations R 462 « Bien choisir les revêtements de sol lors de la conception/rénovation/extension des locaux de fabrication de produits alimentaires » et R 499 « Travailler au froid sous température dirigée » doivent être mises en œuvre dans les entreprises.

Compte tenu des activités spécifiques du mareyage, du salage et du saurissage les objectifs de cette convention sont :

- De prévenir les risques de survenance de troubles musculo-squelettiques (TMS) et les risques liés aux manutentions
- De prévenir les risques de chutes
- De prévenir les risques de coupures liés aux outils (couteaux) et aux machines

243. Mesures prioritaires à retenir quant aux objectifs choisis :

Les priorités adaptées aux problèmes de la profession et du secteur professionnel visés sont principalement :

- Les études ergonomiques
- Les moyens de manutention
- Les dispositifs permettant de réduire les problématiques liées au travail au froid

- L'amélioration de la circulation des personnes et des produits, y compris la réfection des sols, la signalisation et l'éclairage des zones de circulation
- L'accompagnement des démarches liées au pouvoir de coupe du couteau et à la sécurisation des machines (outils et formations)
- La sécurisation de l'alimentation des machines

244. Contenu du contrat

Tout contrat de prévention intégrera au moins :

- ① Une mesure exemplaire répondant :
 - soit à l'objectif défini en 242
 - soit considérée comme prioritaire définie dans le paragraphe 243
 - soit une mesure présentant un caractère innovant ou exemplaire pour la prévention des risques professionnels des professions concernées dans la circonscription de la caisse, et en particulier concernant les risques émergents et les mesures organisationnelles.
- ② La formation d'une personne ressource compétente sur la prévention des risques professionnels, en particulier ceux traités dans le contrat de prévention (employeurs, encadrement, salariés, représentants des salariés)
- ③ Un engagement de communication et de valorisation sur la mesure prioritaire ou sur la mesure innovante ou exemplaire aidée par le contrat.

245. Participation de la Caisse

Le taux de participation de la Caisse aux dépenses nécessaires pour atteindre les objectifs fixés sera : (modulable par CNO)

- De 15% à 70% pour les mesures définies comme prioritaires au paragraphe 243, ou présentant un caractère innovant ou exemplaire comme défini au paragraphe 244
- De 15 à 25%.pour les mesures accompagnées par le contrat de prévention, en dehors des priorités définies aux paragraphes 242 et 243.

Des mesures non aidées pourront être demandées dans le contrat de prévention

Cette participation prendra la forme d'avances susceptibles d'être transformées en subventions. Les avances non transformées en subventions devront être remboursées et seront majorées des intérêts prévus dans le contrat de prévention.

Le montant maximal d'aide apporté par la caisse pour un établissement sera de 70 000 euros

ml CF

246. Durée de la convention

La durée de la Convention est de 4 ans à partir de sa date d'entrée en vigueur.

ARTICLE 3 - Modalités d'application

31. Les objectifs définis en 242 et 243, selon les moyens mis en œuvre dans le contrat de prévention, devront être atteints avant la fin du contrat de prévention.
32. Après analyse des risques propres à l'entreprise et mise en œuvre des principes généraux de prévention, les moyens nécessaires, tant sur le plan de l'investissement matériel, des novations technologiques, de l'information, de la formation, que pour toute autre cause, devant être mis en œuvre par l'entreprise pour atteindre les objectifs ci-dessus définis seront arrêtées par la Caisse en accord avec l'entreprise et énoncées avec précision dans le texte du contrat de prévention.
33. Le contrat de prévention fixera un programme et un calendrier d'exécution permettant d'arrêter le montant, les modalités de calcul, les conditions de versement des avances accordées, dans la limite des crédits disponibles, les modalités de leur rémunération et de leur remboursement ou, le cas échéant, les conditions dans lesquelles elles pourront être transformées en subventions si les engagements contractés ont été respectés selon les constatations finales faites par la Caisse avant l'expiration du contrat au regard des objectifs poursuivis.

ARTICLE 4 - Suivi du programme

41. Le contrat de prévention portera mention expresse des observations faites par la Caisse sur la situation de l'entreprise quant à ses obligations sociales qui doivent être respectées. Il comportera également des remarques faites par la caisse au regard de la sécurité dans l'entreprise, étudiera les faits observés, analysera les risques, établira un diagnostic, dressera un état de situation initiale des risques.
42. Le contrat de prévention précisera les actions à mettre en œuvre, les moyens à mettre en place, les méthodes de prélèvement et de mesures utiles, les lieux où ils seront faits, la consultation du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail ou à défaut celle des Délégués du Personnel (éventuellement constat de carence).
L'avis de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie sera recueilli.
La DIRECCTE sera informée de ce contrat.
43. L'état de situation initiale des risques devra permettre d'identifier et de prendre en compte chacun des éléments dont la modification va concourir à la poursuite de l'objectif ainsi que les caractéristiques techniques et les risques présentés.

431. L'état sera dressé par la Caisse et l'entreprise avec le cas échéant, le concours :

- . des Centres Inter régionaux de Mesures Physiques.
- . des Laboratoires Inter régionaux de Chimie.

pour effectuer à la demande du service prévention de la caisse et en fonction de leurs disponibilités, les mesures, prélèvements et analyses non réglementaires nécessaires.

nc CF

432. En tant que de besoin l'état de situation initiale des risques sera complété par des plans et des photographies avec documentation technique.

433. La description des éléments retenus comportera un système de quantification de son évolution et de sa situation finale.

434. Périodiquement, la Caisse évaluera l'état d'avancement des mesures définies dans le contrat de prévention. Plus particulièrement à la fin du contrat de prévention, une évaluation finale devra permettre d'apprécier notamment, par rapport au diagnostic initial, les effets des mesures prises et des moyens employés au regard de chaque risque identifié, ainsi que les résultats obtenus par rapport aux objectifs à atteindre. La Caisse appréciera en outre le coût des mesures et des dispositions prises, la part financée au moyen des avances consenties par la Caisse, la part financée par l'entreprise au moyen d'autres ressources, les coûts supplémentaires supportés par l'entreprise sans aucune aide, le coût total des investissements consentis.

Les rapports établis à cet égard comprendront les mêmes éléments que l'état de situation initiale et seront établis par les mêmes acteurs.

ARTICLE 5 - Détermination du montant des avances

Le montant des avances accordées sera déterminé dans le contrat de prévention sur la base de l'analyse de situation initiale des risques, en raison notamment du montant prévisible des investissements à effectuer et des délais de réalisation.

La quote-part représentée par l'avance dans le financement total de l'opération sera adaptée à chaque cas. Elle sera précisée dans le contrat de prévention et situera entre 15 et 70 % de l'investissement total dans le cadre d'une période maximale de trois ans.

ARTICLE 6 - Versement des avances

Le contrat de prévention précisera l'importance respective du versement initial et le cas échéant des versements échelonnés selon le rythme de réalisation des actions prévues au contrat de prévention.

ARTICLE 7 - Conditions de remboursement des avances ou de transformation de celles-ci en subventions

Les sommes avancées sont productives d'un intérêt calculé, à raison de l'intégralité du temps pendant lequel l'entreprise aura eu la disposition effective des fonds, sur la base du taux d'intérêt servi au titulaire d'un livret de développement durable en vigueur à la date de signature du contrat de prévention. L'intérêt ainsi calculé est exigible aux mêmes dates et selon les mêmes conditions que le remboursement des sommes avancées telles qu'elles devront être prévues par le contrat de prévention.

Le contrat de prévention devra prévoir les conditions dans lesquelles les avances pourront, être transformées en subventions.

nu CF

ARTICLE 8 - Contrats de prévention

Sur la base des dispositions qui précèdent, et conformément aux dispositions des articles 20 et 21 de l'arrêté du 09 Décembre 2010, la caisse pourra conclure, dans la limite des crédits disponibles, et sous réserve de l'application des dispositions de l'article L 151-1 du Code de la Sécurité Sociale, avec toute entreprise dont l'établissement, objet de la demande, relève de sa circonscription et exerce une activité comprise dans le champ d'application défini à l'article 1 de la présente Convention, un contrat de prévention adapté à ses particularités et à ses problèmes.

ARTICLE 9 - Engagement des Fédérations Professionnelles

Les organisations professionnelles signataires de cette convention s'engagent à promouvoir au niveau national et régional cette convention, et à mener des actions de communication portant sur les priorités retenues. Les actions liées à cet engagement sont portées en annexe 2 de cette convention.

ARTICLE 10 - Ambition des Signataires

L'ambition des signataires de cette convention est d'accompagner 20 établissements dans toutes les régions de France concernées par ces métiers, afin que chaque entreprise confrontée à la résolution de l'objectif de prévention de cette convention puisse avoir à proximité un exemple opérationnel de maîtrise du risque.

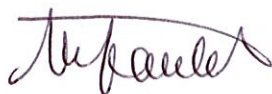
ARTICLE 11 - Entrée en vigueur

La présente Convention entrera en vigueur le 17 septembre 2018 pour la durée arrêtée au paragraphe 246.

Fait à Paris le 17 septembre 2018 en 3 exemplaires.

La Caisse Nationale de l'Assurance Maladie

La directrice des risques professionnels



Marine JEANTET

L'Union du Mareyage Français

Le président



Damien LEVALLOIS

Le Syndicat National des Saleurs Saurisseurs de Poisson

Le président



Christophe FOURNIER

CF

nl

ANNEXE 1

Données Statistiques des AT¹ et des MP²

ANNEXE 2

***Engagements de l'Union du Mareyage Français et du Syndicat National des Saleurs
Saurisseurs de Poisson***

¹ AT : Accident du travail

² MP : Maladie professionnelle

nu CF

Code NAF : 4638A

Commerce de gros (commerce interentreprises) de poissons, crustacés et mollusques

Synthèse 2016 et évolutions depuis 2012

	nombre	évolution 2016/2015	
Accidents de travail	356	-0,6%	→
Indice de fréquence	57,4	-3,8%	↓
Accidents de trajet	31	63,2%	↑
Maladies professionnelles	31	-24,4%	↓
Nombre de salariés	6 199	3,4%	↑

Détail par risque

Accidents de travail	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre d'Acc. de travail en 1er régl. :	346	349	335	358	356
Nombre de salariés	6 202	5 991	5 899	5 998	6 199
Nombre de nouvelles IP :	24	20	19	17	12
Nombre de décès :	0	0	0	0	1
Nombre de journées perdues :	20 745	19 939	18 477	19 897	19 107
Indice de fréquence :	55,8	58,3	56,8	59,7	57,4

Accidents de trajet	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre d'Acc. de trajet en 1er régl. :	37	27	23	19	31
Nombre de nouvelles IP :	0	5	4	0	4
Nombre de décès :	0	0	0	0	0
Nombre de journées perdues :	3 605	3 609	1 437	1 047	3 147

Maladies professionnelles	2012	2013	2014	2015	2016
Nombre de MP en 1er régl. :	44	45	57	41	31
Nombre de nouvelles IP :	20	32	26	21	14
Nombre de décès :	0	0	0	0	0
Nombre de journées perdues :	13 428	10 955	13 274	12 922	10 925

Accidents du travail

Evolution du nombre et de la fréquence des accidents de travail



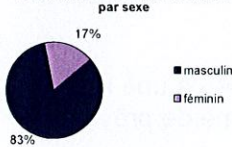
Principales maladies professionnelles

Code tableau	Libellé du tableau	Nb MP	%	Nb 2015
057A	Affections périarticulaires	28	90%	37
098A	Aff. Rachis lombaire/manutention charges lourdes	3	10%	4
001A	plomb	0	0%	0
002A	mercure	0	0%	0
003A	tétrachloréthane	0	0%	0
	Autres MP	0	0%	0

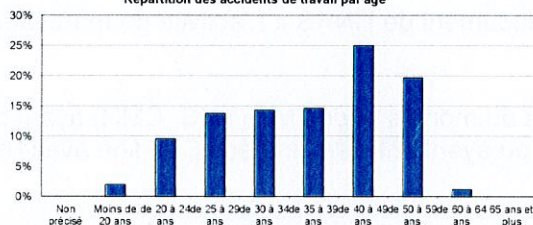
N.B. Suite à l'évolution de la nomenclature des codes risques et des CTN, l'historique a été recalculé sur les nouveaux périmètres des CTN en 2016.

Salariés concernés par les accidents du travail

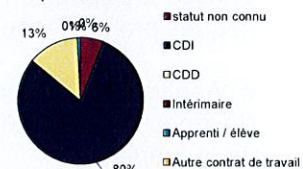
Répartition des accidents de travail par sexe



Répartition des accidents de travail par âge

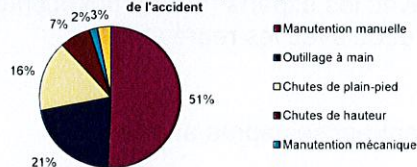


Répartition des AT suivant le statut professionnel de la victime



Circonstances des accidents du travail

Répartition des AT suivant le risque à l'origine de l'accident



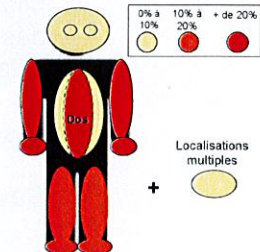
Répartition suivant le risque à l'origine de l'accident (ordre décroissant)

Risque	%
Manutention manuelle	51%
Outillage à main	21%
Chutes de plain-pied	16%
Chutes de hauteur	7%
Manutention mécanique	2%
Autre	3%

Lésions occasionnées par les accidents du travail

Répartition des AT selon le siège des lésions

Tête et cou, y compris yeux	3%
Membres supérieurs, y compris doigts et mains	41%
Torse et organes	3%
Dos	26%
Membres inférieurs	20%
Multiples endroits du corps affectés	3%
Inconnue ou non précisée	3%

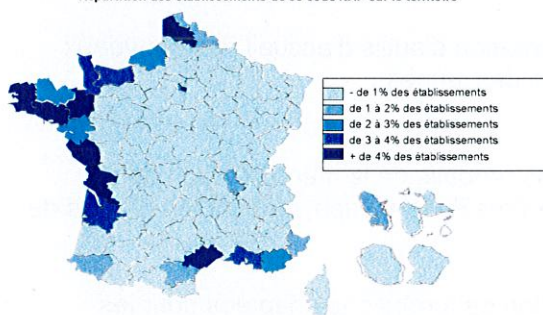


Répartition des AT selon la nature de lésion (ordre décroissant)

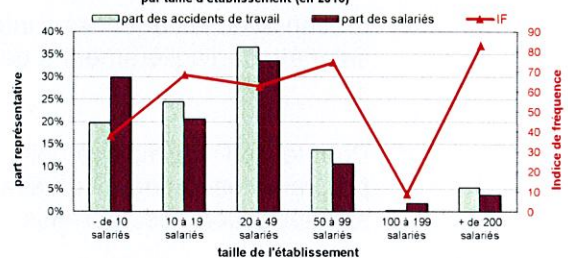
Traumatismes internes	28%
Plaies ouvertes	18%
Commotions et traumatismes internes	12%
Blessures superficielles	9%
Entorses et foulures	9%
Autre	25%

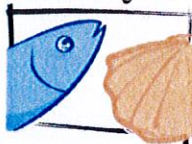
Entreprises concernées

Répartition des établissements de ce code NAF sur le territoire



Répartition des accidents de travail et des effectifs salariés par taille d'établissement (en 2016)





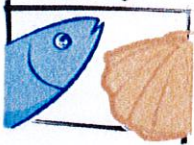
Convention Nationale d'objectifs « Métiers de la mer »

Engagements des fédérations patronales

1. Politique de prévention de la Fédération

- a) Définition et affichage de la politique de prévention des risques professionnels de la branche, en lien avec l'organisme de prévoyance de la branche.
- b) Examen et suivi annuel des données de sinistralité et de tarification en commission juridique et sociale des fédérations, intégration dans le rapport annuel de branche, mise à l'ordre du jour de l'assemblée générale.
- d) Mise à disposition du document de l'INRS « L'activité de mareyage : Aide au repérage des risques professionnels »
- e) Analyse des AT graves ou mortels et des MP (TMS, CMR) ayant donné lieu à une IP (Incapacité Permanente) ou ayant entraîné un décès, en lien avec l'organisme de prévoyance de la branche
 - ✓ Organisation de la remontée des informations des adhérents
 - ✓ Mise en place d'une commission d'analyse avec les experts (référents sécurité) des entreprises et des Centres Techniques, et/ou avec les représentants salariés
 - ✓ Mise en place d'un mécanisme d'alerte des entreprises après analyse
 - ✓ Développement des actions de prévention ciblées
 - ✓ Adaptation du programme de formation proposé aux entreprises
 - ✓ Promotion d'outils spécifiques de prévention type « Démarche du couteau qui coupe »
- f) Politique de formation et d'intégration des nouveaux
 - ✓ En lien avec les agences d'intérim, création d'outils d'accueil des nouveaux salariés, particulièrement à destination des jeunes.
 - ✓ Pour le CQP « Employé polyvalent des produits de la mer » révision des programmes de formation avec les centres de formation, élaboration d'outils de sensibilisation des apprentis.
 - ✓ En lien avec AGEFOS PME, Elaboration de formations adaptées pour les maîtres d'apprentissage

120 5



2. Animation des entreprises pendant la CNO :

Organisation de réunions annuelles au niveau national et régional avec les adhérents portant :

- la 1^{ère} année sur la CNO
- les 3 années suivantes sur chacun des thèmes de la CNO
- la dernière année sur le bilan de la CNO

Animation des entreprises non concernées par la CNO

3. Communication

Diffusion de la CNO, d'un document pédagogique sur la CNO, et des articles relatifs aux thèmes prioritaires dans les médias de la Fédération, les médias professionnels (newsletters, site internet, périodiques....), par mailing et à l'occasion des salons professionnels.

Promotion / Diffusion des réalisations exemplaires en cours et à la fin de la CNO, via plaquettes, films, ...

4. Recommandations

- Elaboration d'une recommandation avant ou après la CNO
- Diffusion des recommandations et DG qui concernent la profession à définir en 3

Pour l'UMF, Damien LEVALLOIS,
Président

Pour le SNSSP, Christophe FOURNIER,
Président

